



**Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France**
Unité territoriale des Yvelines

**Arrêté portant mise en demeure n°36242
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société RECYC MATELAS EUROPE à Limay**

**Le Préfet des Yvelines
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, et R.512-58 ;

Vu le récépissé en date du 7 juillet 2010 donnant acte la société RECYC MATELAS EUROPE de sa déclaration d'exploitation d'installations de traitement de matelas et sommiers usagés sur la commune de Limay (78520), 399 route de la Noue ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 juin 2015 autorisant la société RECYC MATELAS EUROPE à augmenter la capacité de traitement de l'installation de démantèlement de matelas et sommiers usagés située sur la commune de Limay (78520), 399 route de la Noue ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 16 novembre 2015, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, suite à la visite d'inspection du 27 octobre 2015 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 18 novembre 2015 ;

Considérant que, lors de la visite de contrôle en date du 27 octobre 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le stockage de 444 tonnes de matières combustibles issues du démantèlement, toutes matières confondues, pour un stockage maximal autorisé de 301 tonnes sur le site de Limay, 399 route de la Noue, exploité par la société RECYC MATELAS EUROPE ;

Considérant en particulier que, lors de la visite de contrôle en date du 27 octobre 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le stockage de 250 tonnes de balles de latex sur 300 m² pour un tonnage maximal autorisé de 77 tonnes sur 150 m² et de 168 tonnes de balles de mousse de polyuréthane pour un tonnage autorisé de 63 tonnes ;

Considérant que ces non-conformités constituent des manquements aux prescriptions de l'article 8.3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 juin 2015 ;

Considérant que, par courrier du 18 novembre 2015, la société RECYC MATELAS EUROPE indique avoir diminué les quantités stockées sur le site et les moyens mis en œuvre à cette fin ;

Considérant, toutefois, que cela ne permet pas à l'exploitant de se conformer aux valeurs mentionnées à l'article 8.3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 juin 2015 ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RECYC MATELAS EUROPE de respecter les prescriptions de l'article 8.3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 juin 2015 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : La société RECYC MATELAS EUROPE exploitant un centre de démantèlement de matelas sis 399 route de la Noue sur la commune de Limy (78520), est mise en demeure, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions l'article 8.3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 juin 2015, en limitant les stockages de matières combustibles aux quantités mentionnées dans cet article.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans le délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société RECYC MATELAS EUROPE et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
- sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- maire de la commune de Limay,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 15 DEC. 2015

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de l'unité territoriale,

Henri KALTEMBACHER